



« Il y a aujourd'hui de réelles opportunités pour les industriels en Europe »

Directrice de recherche au CNRS et actuellement directrice d'Economix à l'université Paris Nanterre, Nadine Levratto explore notamment dans ses travaux de recherche les liens entre territoires et industries. Dans un article paru début 2024 dans la revue L'Économie politique, elle plaide pour une refonte de la politique industrielle européenne. Entretien.

Votre article s'intitule « Refonder la politique industrielle face à la concurrence internationale ». Mais l'Europe s'est-elle jamais dotée d'une politique industrielle ?

Formellement, officiellement, il existe bien une politique industrielle de l'UE. Mais en substance, celle-ci a toujours été totalement inféodée à la politique de la concurrence et au respect des règles du marché.

Au nom de la soi-disant supériorité du « laisser faire, laisser passer », on a considéré que l'action publique ne pouvait que perturber les processus d'échanges. Résultat, il n'y a jamais eu de politique industrielle au sens plein, ce qui reflète aussi le peu d'intérêt général pour l'industrie au niveau de l'Union européenne.

Celle-ci a néanmoins été privilégiée par certains États membres, l'Allemagne en tête.

Il existe pourtant aujourd'hui un consensus pour dire que l'industrie joue un rôle majeur dans l'activité économique...

Cette vision est relativement récente. Au début des années 2000, le déclin de l'activité industrielle était considéré comme normal dans la plupart des économies avancées. Les dirigeants prônaient alors l'abandon des activités de production, confiées à des pays moins riches, pour se concentrer sur la R&D et le marketing.

En Europe, tous les pays à l'exception de l'Allemagne ont enregistré une baisse continue du poids de l'industrie dans leur PIB. Et dans l'Hexagone plus encore qu'ailleurs, où on rêvait d'une « France sans usine ». Le retour en grâce de l'industrie, c'est une tendance récente.

Il y a pourtant eu dans le passé de très belles réussites industrielles au niveau européen comme Airbus, Ariane ou le GSM...

Certes, mais dans les exemples que vous citez, la commission européenne n'a joué aucun rôle. Ce sont des États européens qui ont décidé de coopérer en mettant en place de grands programmes industriels transnationaux. Ces réussites ne doivent donc rien à Bruxelles.

Qu'est-ce qui provoque le « retour en grâce » de l'industrie ?

Ce retour s'est nourri de deux crises. Celle des subprimes, en 2008, qui a montré les limites, les dérives et les dangers de la financiarisation à outrance des économies. Et celle du Covid, en 2020, au cours de laquelle les pays riches ont pris conscience de leur extrême vulnérabilité. A trop dépendre de pays tiers pour ses approvisionnements, on en vient à manquer non seulement de papier toilette et de moutarde mais aussi et surtout de masques et de médicaments.

À ces deux crises s'est ajouté un troisième élément, très structurant : la transition écologique. Pour lutter contre le dérèglement climatique, il faut diminuer le poids des transports, très émetteurs de gaz à effet de serre. Et donc produire à proximité des consommateurs pour réduire leur empreinte carbone.

Le dérèglement climatique est donc un argument très fort en faveur de la réindustrialisation...

Absolument. Parce qu'il incite à revoir les lieux de production mais aussi la manière de produire. L'imposition de nouvelles normes et l'interdiction de certains produits constituent des barrières non tarifaires à l'entrée qui poussent les entreprises à innover et à monter en gamme.

Il y a donc aujourd'hui de réelles opportunités pour les industriels en Europe. A condition que les États ne relâchent pas leurs efforts et ne revoient pas à la baisse leurs ambitions sur le plan écologique. Or, depuis plusieurs mois, on entend monter un peu partout en Europe, et notamment en France, une petite musique sur l'air de « l'environnement, ça commence à bien faire ». Certains signaux ne sont donc pas très rassurants.

Que préconisez-vous pour « refonder la politique industrielle » de l'UE ?

Dans l'article, je liste quatre éléments majeurs. Le premier, une planification à long terme. Investir dans des outils industriels nécessite de réfléchir au préalable aux infrastructures, aux flux d'approvisionnement, aux relations achat/vente, au niveau de qualification de la main-d'œuvre. Le deuxième, les financements. Il faut que la BCE puisse intervenir pour acheter des supports de dette ou refinancer des projets industriels en cohérence avec la transition écologique. Le troisième élément, c'est le renforcement de la territorialisation des politiques industrielles. Il faut agir comme le président américain Joe Biden avec la loi IRA (Inflation reduction act), en ayant des exigences fortes en termes d'implantation des sites industriels. Enfin, le quatrième élément porte sur la conditionnalité des aides, qui doivent dépendre des emplois créés et des investissements, notamment des éco-investissements, réalisés dans la durée.

Refonder la politique industrielle face à la concurrence internationale

L'Économie Politique
Février 2024

